



Afrobarometer Briefing Paper No. 77

December 2009

LE PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT DU MALI

Résumé

La sécurité alimentaire demeure la préoccupation majeure des populations qui perçoivent plutôt mal (32%) voire très mal (46%) l'action gouvernementale en la matière. Cette action reste mal perçue, quoique dans des proportions moindres, dans les domaines de la lutte contre la corruption, de la gestion de l'économie et de la sécurité intérieure, de l'entretien des routes et des ponts ainsi que de la protection des eaux et forêts. Elle est par contre bien perçue en matière d'accès aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé, ainsi qu'en ce qui concerne la promotion de la femme. Elle est toutefois insuffisante pour ce qui est de l'approvisionnement en eau et électricité, de la création d'emploi et de la stabilité des prix, et même très insuffisante quant à l'amélioration des conditions de vie des pauvres ainsi qu'à la réduction du fossé entre riche et pauvre.

Introduction

L'enquête Afrobaromètre de décembre 2008 a demandé à un échantillon représentatif de maliens âgés de 18 ans et plus comment ils percevaient la manière dont le Gouvernement répond à un certain nombre de préoccupations. Ce document d'information examine les données sur les perceptions des Maliens sur la performance de leur gouvernement sur plusieurs critères socio-économiques des attributs

Gouvernance et gestion macroéconomique

Gestion de l'économie

En matière de gestion de l'économie, la manière dont le Gouvernement répond aux préoccupations des populations est plutôt jugée mauvaise. Ainsi, 62% des personnes interrogées la jugent dans le sens défavorable. A contrario, seulement 31% la jugent bien (Tableau 1.1). Cette appréciation générale est insensible au sexe et au milieu, les hommes apparaissant toutefois moins sévères que les femmes (59% contre 64%) et les ruraux moins que les urbains (59% contre 66%).

Tableau 1.1: Gestion de l'économie selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	66	59	59	64	62
Très Bien / Plutôt bien	26	34	36	27	31
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	8	7	5	9	7

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

En termes d'éducation, il n'ya pas de différences significatives dans l'évaluation de gestion de l'économie à travers les classes d'éducation (Tableau 1.2).

Tableau 1.2: Gestion de l'économie selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Mal	60	68	60	67	70	62
Bien	31	28	34	32	29	31
Ne sais pas	9	4	6	1	1	7

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Réduction de la criminalité

Dans le domaine de la sécurité intérieure, la performance du Gouvernement s'améliore puisqu'il recueille 46% d'avis favorable quant à la réduction de la criminalité dans le pays. Il reste tout de même 52% d'avis défavorable à raison de 27% de "très mal" et de 25% de "plutôt mal" (Tableau 1.3). Le milieu urbain enregistre plus d'avis défavorable que le milieu rural et les femmes plus que les hommes, comme si les femmes étaient plus la cible des crimes que les hommes traduisant ainsi une sorte de vulnérabilité genre.

Tableau 1.3: Réduction de la criminalité selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	57	51	51	54	52
Très Bien / Plutôt bien	41	46	47	43	46
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	1	2	1	3	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Curieusement, les maliens avec le niveau d'éducation primaire et supérieur sont tous les deux plus sévères dans l'appréciation du Gouvernement que tous les autres niveaux d'éducation, 61% respectivement 60%. Les analphabètes et les "informels" sont au même niveau de 50% d'avis défavorable, contre 48% pour les "secondaires" qui accordent jusqu'à 50% d'avis favorable à l'action du Gouvernement en matière de réduction de la criminalité (Tableau 1.4).

Tableau 1.4: Réduction de la criminalité selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	50	50	61	48	60	52
Très Bien / Plutôt bien	47	48	38	50	39	46
Ne sais pas	3	3	1	1	1	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Sécurité alimentaire

Le Sommet mondial de l'alimentation d'octobre 1996 stipule que "La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active"¹. Interrogés sur cette question de la gouvernance de la sécurité alimentaire au Mali, les répondants jugent l'action gouvernementale très en deçà de leurs attentes. Ainsi, près de quatre sur cinq Maliens (78%) jugent la performance du gouvernement dans la sécurité alimentaire de manière négative. Seulement 21 pour cent ont une opinion favorable. Ce taux d'insatisfaction monte jusqu'à 80% chez les femmes (Tableau 1.5).

¹ FAO (1996): Sommet mondial de l'alimentation, Rome

Tableau 1.5: Sécurité alimentaire pour tous selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	76	77	74	80	78
Très Bien / Plutôt bien	22	22	25	18	21
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	2	1	1	2	1

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Selon l'éducation (Tableau 1.6), le niveau extrême d'insatisfaction est obtenu chez les répondants avec le niveau primaire d'enseignement formel (81% très mal/ plutôt mal) à l'opposé de ceux qui ont terminé le supérieur formel (70%). Il n'est donc pas surprenant que seulement 17% des "primaires" jugent très bien ou plutôt bien l'action du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire pour tous.

Tableau 1.6: Sécurité alimentaire pour tous selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	77	74	81	72	70	77
Très Bien / Plutôt bien	21	24	17	27	30	21
Ne sais pas	2	1	1	0	1	1

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Lutte contre la corruption

De façon générale, l'enquête montre également que le Gouvernement lutte contre la corruption est jugée très mal ou plutôt mal par la majorité de maliens (59%). Mais par milieu, il ressort que les urbains totalisent 67% d'avis défavorable contre 56% pour les ruraux. Il faut tout de même noter que 14% des ruraux ne se prononcent pas sur la question estimant ne pas en savoir davantage pour en parler, contre 10% pour les urbains. Ce taux d'abstention est de 16% chez les femmes qui reconnaissent volontiers ne pas trop en savoir sur la lutte contre la corruption au sein du Gouvernement (Tableau 1.7).

Tableau 1.7: Lutte contre la corruption selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	67	56	62	56	59
Très Bien / Plutôt bien	23	30	29	28	29
Ne sais pas	10	14	9	16	12

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

L'appréciation négative du Gouvernement dans sa lutte contre la corruption augmente avec le niveau d'éducation, passant de 57% pour le primaire à 79% le secondaire et 78% le supérieur. (Tableau 1.8).

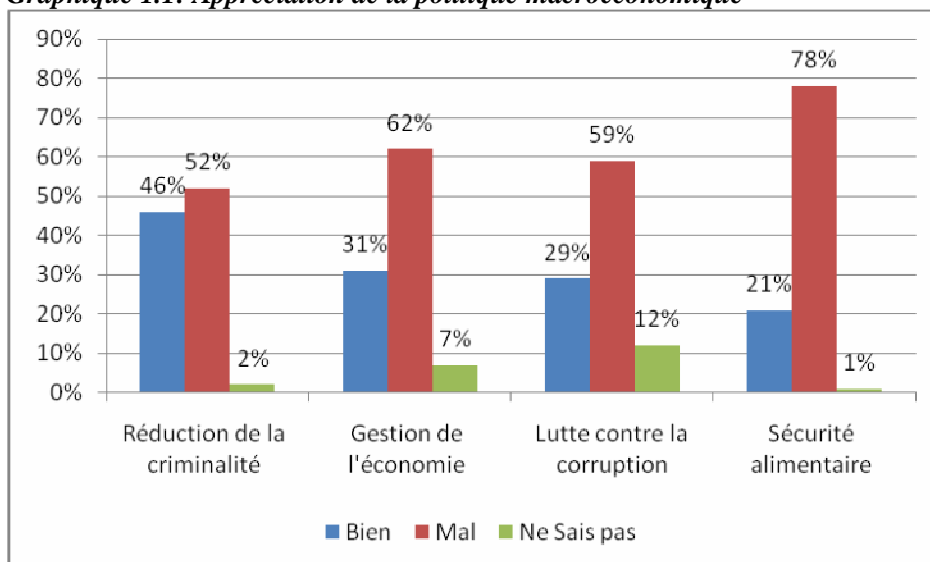
Tableau 1.8: Lutte contre la corruption selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	55	62	57	79	78	59
Très Bien / Plutôt bien	30	28	30	16	21	29
Ne sais pas	15	10	13	5	1	12

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

En résumé, le Gouvernement obtient ses meilleurs scores dans sa politique de réduction de la criminalité (46% d'avis favorable) et ses pires résultats en matière de sécurité alimentaire pour tous (21%). L'abstention des maliens à juger la politique anti-corruption du Gouvernement reste forte comparativement aux autres domaines d'action (Graphique 1.1).

Graphique 1.1: Appréciation de la politique macroéconomique



Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Infrastructures et environnement

Entretien des routes et des ponts

Dans cette enquête, l'action gouvernementale en matière d'infrastructure se ramène à l'entretien des routes et des ponts et celle relative à l'environnement se réduit à la protection des eaux et forêts. Sur les infrastructures, 28% des maliens jugent l'action gouvernementale "très mal" et 25% "plutôt mal", soit un total de 53% d'avis défavorable. A l'opposé, le Gouvernement recueille 45% d'avis favorable (Tableau 2.1).

Il est intéressant de noter que les ruraux (55%) notent plus mal le Gouvernement que les urbains (45%), sans doute à cause des efforts jusqu'ici déployés pour doter les principales villes du pays d'artères goudronnées parfois avec éclairage public, efforts accompagnés d'importants services d'entretien et de nettoyage desdites artères. Ces efforts semblent nuire à la construction et à l'entretien de routes interurbaines et de pistes rurales pour désenclaver le pays et relier davantage les ruraux aux zones urbaines d'écoulement de leurs produits.

Tableau 2.1: Entretien des routes et des ponts selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	45	55	53	53	53
Très Bien / Plutôt bien	53	43	46	44	45
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	2	2	1	3	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

L'insatisfaction plus grande des ruraux face à l'entretien des routes et des ponts transparait chez les analphabètes et chez les maliens dont le niveau d'éducation ne dépasse guère le primaire formel, ces couches sociales étant proportionnellement plus représentées en milieu rural. Les répondants avec le niveau secondaire ou supérieur ont une opinion positive de l'action du Gouvernement en matière d'entretien des routes et des ponts, 50% respectivement 58% (Tableau 2.2).

Tableau 2.2: Entretien des routes et des ponts selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	54	52	54	50	40	53
Très Bien / Plutôt bien	43	47	34	50	58	45
Ne sais pas	3	1	2	0	2	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

La protection des eaux et forêts

Pour ce qui est de la protection des eaux et forêts, la moitié des maliens estiment que le Gouvernement s'y prend très mal ou plutôt mal (50%), avis réparti indifféremment par milieu et par sexe (Tableau 2.3).

Tableau 2.3: Protection des eaux et forêts selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	48	52	52	49	50
Très Bien / Plutôt bien	42	44	45	42	43
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	10	4	3	9	7

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

La perception positive de l'action gouvernementale en matière de protection des eaux et forêts augmente avec le niveau d'éducation (Tableau 2.4). Ainsi 45 à 50% de ceux qui ont le niveau supérieur ou secondaire jugent cette action très bien ou plutôt bien, contre 42% pour tous les autres niveaux d'enseignement ou pour les analphabètes. Il est possible que cette politique nuit davantage à ces dernières couches qu'à celles des populations avec au moins le niveau secondaire d'éducation et même qu'elles en saisiraient moins la portée.

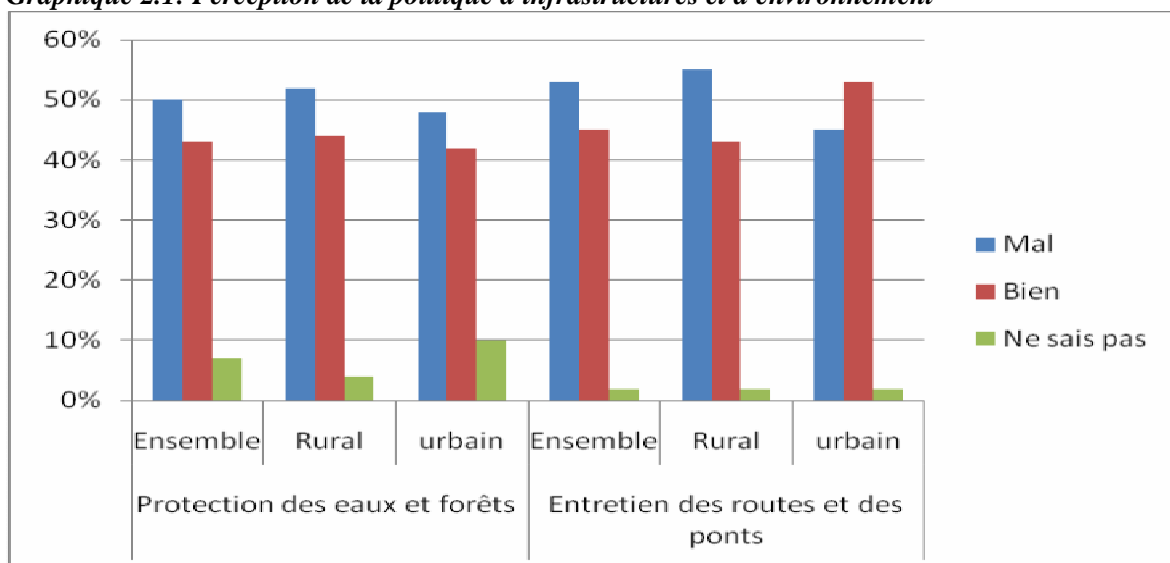
Tableau 2.4: Protection des eaux et forêts selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	51	54	52	48	44	50
Très Bien / Plutôt bien	42	42	42	50	45	43
Ne sais pas	7	4	6	2	11	7

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Dans l'ensemble, les ruraux apprécient plus mal la protection des eaux et forêts comparativement à celle des urbains et comparativement à leur propre appréciation de l'entretien des routes et des ponts (Graphique 2.1).

Graphique 2.1: Perception de la politique d'infrastructures et d'environnement



Source : Enquête Afrobaromètre 2008

Services sociaux de base

Les services sociaux de base font partie des critères objectifs de l'évaluation de la performance du Gouvernement en matière d'assistance sociale. L'un des indicateurs d'appréciation est la perception de la population face à la politique mise en place. Cette perception est ici mesurée dans les domaines de l'éducation, des fournitures d'eau et d'électricité, de santé et de lutte contre le VIH/Sida.

L'éducation

Dans le domaine de l'éducation, plus de la majorité des maliens (56%) ont une bonne appréciation des performances du Gouvernement en terme de satisfaction des besoins de la population. Ce sont plus précisément 42% qui jugent ces performances plutôt bien et 12% bien. Les urbains sont relativement moins satisfaits que les ruraux, étant 46% à noter plutôt bien ou très bien contre 56% pour les ruraux (Tableau 3.1). Ces différences tiennent à plusieurs facteurs, entre autres la faiblesse de l'offre d'infrastructures éducatives en milieu urbain pour satisfaire la demande infiniment plus grande qu'en milieu rural, le détournement de l'offre publique vers le milieu rural au détriment du milieu urbain où l'offre privée prend de plus en plus de l'ascendance, les infrastructures de niveau secondaire et surtout supérieur concernent essentiellement les villes et donc échappent à l'appréciation des ruraux, or ces infrastructures connaissent une plus grande insuffisance par rapport aux cohortes d'élèves et d'étudiants qui y prétendent.

Tableau 3.1: Besoins d'éducation selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	53	43	47	44	45
Très Bien / Plutôt bien	46	56	53	55	56
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	1	1	0	1	1

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Par niveau d'éducation, l'appréciation positive des efforts du Gouvernement en matière de satisfaction des besoins d'éducation, diminue au fur et à mesure que le répondant a franchi de degrés d'enseignement. Ainsi, si 56% des analphabètes sont satisfaits (43% plutôt bien et 13% très bien), ils ne sont que 44% pour les "secondaire" et 36% pour les "supérieur" qui eux sont à 63% insatisfaits de l'action publique (Tableau 3.2).

Tableau 3.2: Besoins d'éducation selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	43	44	48	56	63	45
Très Bien / Plutôt bien	56	56	52	44	36	54
Ne sais pas	1	0	0	0	1	1

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

La Fourniture d'eau/électricité

Pour ce qui est de la fourniture d'eau, 26% des répondants la jugent très mal et 27% plutôt mal, soit 53% d'avis défavorable. L'avis défavorable monte à 67% dans le cas de la fourniture d'électricité. La fourniture d'eau en milieu urbain est pourtant plus satisfaisante (52% d'avis favorable) qu'en milieu rural (43%). Il ne se dégage pas de différence significative entre hommes et femmes, ni pour l'eau ni pour l'électricité (Tableau 3.3).

Tableau 3.3: Fourniture d'eau/électricité aux ménages selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Fourniture d'eau					
Très Mal/ Plutôt mal	47	56	52	55	53
Très Bien / Plutôt bien	52	43	47	44	46
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	1	1	1	1	1
Fourniture d'électricité					
Très Mal/ Plutôt mal	48	75	68	68	67
Très Bien / Plutôt bien	50	18	28	25	27
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	2	7	4	7	6

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Services de santé

En ce qui concerne les services de santé de base, plus de la majorité des maliens (56%) ont une bonne appréciation des performances du Gouvernement en terme de satisfaction des besoins de la population. A l'inverse de l'éducation, ici les urbains sont encore plus satisfaits que les ruraux (66% contre 53%) et cette différenciation ne souffre pas de la dimension genre (Tableau 3.4).

Tableau 3.4: Services de santé de base selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	32	46	41	44	43
Très Bien / Plutôt bien	66	53	58	55	56
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	2	1	1	1	1

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Curieusement, l'appréciation positive de la satisfaction des besoins de santé de base augmente avec le niveau d'éducation. Aussi, 69% de ceux qui ont le niveau supérieur jugent-ils l'action gouvernementale très bien ou plutôt bien, contre 52% pour les analphabètes pourtant censés davantage bénéficier de ce niveau de services de santé (Tableau 3.5). Certainement que ces derniers ne trouvent toujours pas lesdits services à leur portée comparativement à la médecine traditionnelle et/ou à la pharmacie dite "par terre" au moins qu'ils ne soient exclusivement regardants du seul côté des frais de santé que de la qualité de la prestation à eux fournie.

Tableau 3.5: Services de santé de base selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	47	38	40	33	30	42
Très Bien / Plutôt bien	52	62	60	67	69	56
Ne sais pas	1	0	0	0	1	1

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

La lutte contre le VIH/Sida

Dans le cas spécifique de la lutte contre le VIH/Sida, les performances du Gouvernement sont jugées plutôt satisfaisantes voire très satisfaisantes. Seulement 7% les notent très mal et 11% plutôt mal, soit un score de 18% d'avis défavorable (Tableau 3.6). La réussite de la lutte contre le VIH/Sida s'explique par "l'amélioration de la prise en charge avec notamment la politique de la gratuité des antiretroviraux (ARV), l'extension de la couverture des malades sous ARV"². Aussi, le pays a-t-il assisté à une réduction de la séroprévalence entre 2001 et 2006.

Tableau 3.6: Lutte contre le VIH/Sida selon le milieu et le sexe (en %)

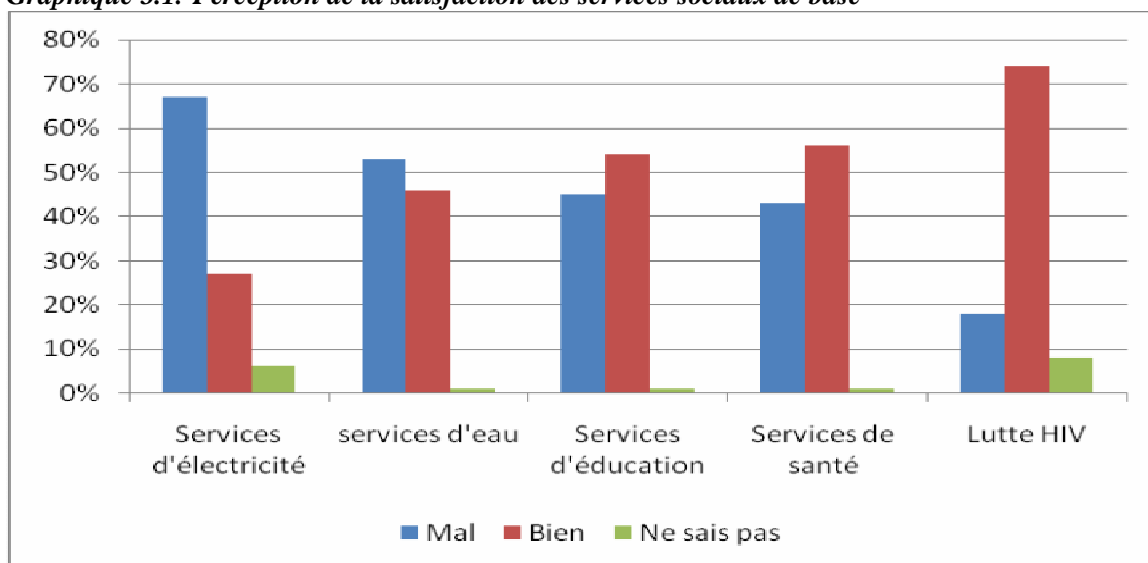
	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	14	19	16	19	18
Très Bien / Plutôt bien	77	74	77	73	74
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	9	7	7	8	8

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Dans l'ensemble, les Maliens sont les moins satisfaits de la disposition de la fourniture d'électricité et le plus satisfait de la lutte contre le VIH / Sida (Graphique 3.1) :

² CSLP (2009): Rapport de mise en œuvre du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, Bamako, juin

Graphique 3.1. Perception de la satisfaction des services sociaux de base



Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Chômage et inflation

Dans les domaines du chômage et de l'inflation, les répondants à cette enquête se sont prononcés sur la manière dont le Gouvernement agit en termes de création d'emplois et de stabilisation des prix, surtout des prix à la consommation mais aussi des prix au producteur en milieu rural.

Création d'emplois

Plus de sept maliens sur dix (72%) estiment que le Gouvernement s'y prend mal en matière de création d'emplois, à raison de 33% très mal et de 39% plutôt mal. Ce sont finalement un quart des personnes interrogées qui jugent les performances plutôt bien (22%) ou très bien (22%) (Tableau 4.1)

Tableau 4.1: Création d'emplois selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	75	72	70	75	72
Très Bien / Plutôt bien	23	25	28	22	25
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	2	3	2	3	3

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Le chômage touche plus les répondants avec un niveau primaire d'éducation (76%) ou ayant reçu un enseignement informel (77%). Les ayant le niveau secondaire jugent mal l'action gouvernementale dans seulement 66% des cas, ce qui est en soi énorme mais en deçà de l'opinion des autres couches de la société. En même temps donc, ils sont ceux qui jugent plutôt bien (34%) cette action (Tableau 4.2).

Tableau 4.2: Création d'emplois selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	71	77	76	66	74	72
Très Bien / Plutôt bien	2	21	23	34	26	25
Ne sais pas	4	2	1	0		3

Source : Enquête Afrobaromètre 2008

Stabilité des prix

La moitié des maliens pensent que le Gouvernement performe très mal en matière de stabilité des prix, un autre tiers notant plutôt mal cette performance. Au total plus de 4 maliens sur 5 (83%) jugent mal l'action publique en la matière (Tableau 4.1).

Tableau 4.3: Stabilité des prix selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	85	82	84	82	83
Très Bien / Plutôt bien	13	16	14	16	15
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	2	2	2	2	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Le jugement de la performance pauvre sur la stabilité des prix s'applique dans toutes les catégories de réponse – urbain et ruraux, hommes et femmes.

Pauvreté et inégalités

La perception populaire est mesurée sur la réponse du Gouvernement quant à l'amélioration des conditions de vie des pauvres ainsi qu'à la réduction du fossé entre riche et pauvre au Mali. S'agissant des conditions de vie des pauvres, la réponse gouvernementale est très mal perçue (45%) ou plutôt mal perçue (32%), soit un score total de 77% d'opinion négative. Cette perception n'est pas significativement différente ni selon le sexe ni selon le milieu de résidence (Tableau 5.1).

Tableau 5.1: Conditions de vie des pauvres selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	80	75	76	79	77
Très Bien / Plutôt bien	17	24	23	19	21
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	3	1	1	2	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

La non amélioration des conditions de vie des pauvres n'est pas forcément en contradiction avec le fait que la pauvreté de masse (à ne pas confondre avec la pauvreté monétaire) ait diminué entre 2001 et 2006 passant de 56% à 51%, soit une réduction de 5 points de pourcentage³. En 2001, la consommation du ménage le plus riche était à peu près 6 fois plus grande que celle du ménage le plus pauvre. Ce rapport était de 4 en milieu urbain et de 5 en milieu rural. En 2006, les rapports sont respectivement de 6 pour l'ensemble du pays, de 5 en milieu urbain et de 4 en milieu rural. Ces résultats sont confortés par l'enquête Afrobaromètre qui montre que pour 83% de la population, l'action publique ne conduit pas à une réduction du fossé entre riche et pauvre.

³ DNIS (2007): Tendances et déterminants de la pauvreté au Mali 2001 et 2006, Bamako septembre

Seulement 15% des répondants à l'enquête jugent plutôt bien (13%) ou très bien (2%) l'action publique en faveur de la réduction des inégalités (Tableau 5.2).

Tableau 5.2: Réduction du fossé entre riche et pauvre selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	87	82	83	83	83
Très Bien / Plutôt bien	12	16	16	15	15
Ne sais pas / N'en ai pas suffisamment entendu parler	1	2	1	2	2

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Genre

Interrogés sur la manière dont le Gouvernement répond à la préoccupation de promotion des femmes, 62% des Maliens avaient une appréciation positive de la performance du gouvernement, à raison de 69% en milieu urbain et 59% en milieu rural qui ont l'évalué très bien ou plutôt bien (Tableau 6.1). Curieusement, les hommes apprécient ici plus favorablement l'action publique (68%) que les femmes elles-mêmes (58%). Il faut craindre alors que le résultat réel de l'action ne soit moindre par rapport à l'apparence. Cela d'autant que les ruraux sont également moins satisfaits (59% de bien) que les urbains (69%) quand on sait que le premier milieu renferme en absolu plus de femmes que le second.

Tableau 6.1: Promotion des femmes selon le milieu et le sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Très Mal/ Plutôt mal	25	36	30	36	33
Très Bien / Plutôt bien	69	59	66	58	62
Ne sais pas	6	5	4	6	5

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

Analysée selon le niveau d'éducation du répondant, la perception de l'action gouvernementale en faveur de la promotion des femmes y est positivement corrélée. Ainsi, cette action est jugée bien (c'est-à-dire plutôt bien et très bien) par 59% des analphabètes contre 64% des personnes avec un niveau primaire d'éducation formelle, 74% pour le secondaire et 84% pour le supérieur (Tableau 6.2). Ces résultats montrent que les personnes avec un niveau élevé d'éducation formelle sont moins touchées par la discrimination (moins frappées si ce sont des femmes et moins soucieuses dans le cas des hommes qui se préoccupent plus de l'égalité avec les femmes de même niveau que de celles de niveau inférieur) que les autres. Une moindre action en faveur d'une femme moins discriminée suffit à la sortir de la discrimination alors qu'il faut beaucoup plus d'énergie pour sortir celle qui subit plus profondément cette discrimination.

Tableau 6.2: Promotion des femmes selon le niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Très Mal/ Plutôt mal	35	40	33	18	11	33
Très Bien / Plutôt bien	59	57	64	74	84	62
Ne sais pas	6	3	3	8	5	5

Source : Enquête Afrobaromètre, 2008

The **Afrobarometer** is produced collaboratively by social scientists from 20 African countries. Coordination is provided by the Center for Democratic Development (CDD-Ghana), the Institute for Democracy in South Africa (Idasa), and the Institute for Empirical Research in Political Economy (IREEP) in Benin. We gratefully acknowledge the generous support of the Canadian International Development Agency (CIDA), the UK Department for International Development (DfID), the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs (RDMFA/DANIDA), the Swedish International Development Agency (SIDA), and the United States Agency for International Development (USAID) for Afrobarometer Round 4 research, capacity building and outreach activities. For more information, see: www.afrobarometer.org